

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 3181

[C - 2004/27188]

**3 JUIN 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon
portant exécution du décret du 29 avril 2004 relatif aux travaux subsidiés**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 29 avril 2004 relatif aux travaux subsidiés, notamment les articles 6, 8, 10 et 13;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 29 avril 2004;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 avril 2004;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 5 mai 2004;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 1^{er} juin 2004 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o le Ministre : le Ministre qui a les travaux subsidiés dans ses attributions;

2^o l'Administration : la Direction générale des Pouvoirs locaux du Ministère de la Région wallonne;

3^o le décret : le décret du 29 avril 2004 relatif aux travaux subsidiés;

4^o travaux : tout ouvrage visant notamment la construction, la transformation, la réhabilitation et l'aménagement de tout projet d'intérêt public tel que visé à l'article 5 du décret.

Art. 2. § 1^{er}. Les travaux visés à l'article 4, alinéa 1^{er}, du décret, ne seront susceptibles de subventionnement qu'à condition qu'ils soient attribués conformément aux dispositions de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, ainsi que de ses arrêtés d'exécution, et notamment par un marché public de travaux, par un marché public de promotion de travaux, ou par un marché public de services financiers, pour autant que, dans le cadre d'un marché public de services financiers, les entrepreneurs qui seront chargés de l'exécution des travaux soient désignés par un marché public de travaux.

§ 2. La voirie publique visée à l'article 5, 1^o, a), du décret consiste en la voirie par terre et ses dépendances dont l'assiette appartient à un pouvoir public.

§ 3. Les petites infrastructures sociales de quartier visées à l'article 5, 5^o, du décret, ne seront susceptibles de subventionnement que pour autant que le bénéficiaire de la subvention ait, à la date de l'achèvement des travaux, un droit de jouissance du terrain ou du local pour une durée minimum de quinze ans et ce, à l'exception des installations sportives visées à l'article 2 du décret du 25 février 1999 relatif aux subventions octroyées à certaines investissements en matière d'infrastructures sportives.

§ 4. L'acquisition des biens immobiliers visés à l'article 5, 6^o, du décret sont soit nécessaires à, soit nécessitent l'exécution de travaux visés aux points 1^o à 5^o dudit article pour un montant au moins égal à 25 % du coût de l'acquisition.

Lorsque les travaux portent sur des bâtiments visés à l'article 5, 4^o, du décret, le demandeur doit être titulaire d'un droit réel de propriété ou d'emphytéose sur le bâtiment, ou d'un droit de jouissance en vertu d'un contrat prévoyant à terme le transfert de propriété.

Lorsque l'acquisition de biens immobiliers donne lieu à l'octroi de subventions conformément à l'article 5, 6^o, du décret, les travaux doivent être réalisés dans un délai de cinq ans à dater de la notification par le Gouvernement du montant de la subvention. Le Ministre peut proroger ce délai une fois d'une durée de deux ans.

§ 5. L'occupation des investissements visés à l'article 5, 4^o à 6^o, du décret, reste conforme à une des destinations ou usages qui y sont prévus pendant une période minimale de quinze ans à compter de la date de réception provisoire des travaux.

A défaut, une récupération partielle de la subvention est opérée auprès du bénéficiaire initial de la subvention, dans le rapport entre le délai pendant lequel la clause d'occupation n'est plus respectée et le délai obligatoire de quinze ans.

§ 6. Le montant des investissements est égal ou supérieur au montant pour lequel, en matière de marchés publics, le cahier général des charges s'applique.

Art. 3. Le demandeur informe le Ministre lors de la présentation du programme triennal et à tout moment jusqu'au décompte final, de toute intervention financière sollicitée ou obtenue pour la réalisation du même investissement, en application d'autres dispositions réglementaires ou contractuelles.

CHAPITRE II. — *Le programme triennal*

Art. 4. Le demandeur soumet au Ministre le programme triennal ou sa modification.

Art. 5. Le dossier relatif au programme triennal ou à sa modification comprend :

- 1° la délibération par laquelle le demandeur approuve le programme et sollicite les subventions;
- 2° le relevé des investissements classés par année et par ordre de priorité;
- 3° pour chaque investissement, un descriptif de l'état des lieux et des travaux ou études à réaliser, leur localisation précise et les opérations éventuelles dans lesquelles il s'inscrit;
- 4° l'estimation détaillée des coûts.

CHAPITRE III. — *L'avant-projet*

Art. 6. Le demandeur s'accorde avec l'Administration pour fixer la date de la réunion plénière d'avant-projet et la liste des personnes et organismes concernés par l'investissement.

Il les convoque au moins 15 jours avant la réunion. L'avant-projet est joint à la convocation.

Si une personne ou un organisme directement concerné par l'investissement estime ne pas devoir être présent à la réunion, il envoie, préalablement à celle-ci les informations visées à l'article 9, alinéa 2, du décret.

Art. 7. § 1^{er}. Le demandeur est tenu d'inviter, les personnes et organismes suivants :

- 1° l'auteur de projet,
- 2° le coordinateur-projet,
- 3° le pouvoir subsidiant.

§ 2. Selon l'investissement considéré, le demandeur peut notamment inviter les personnes et organismes suivants :

- 1° les Directions générales du Ministère de la Région wallonne et du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports;
- 2° le fonctionnaire délégué de l'Urbanisme;
- 3° les Services publics fédéraux de l'Intérieur et de la Mobilité et des Transports;
- 4° la Société régionale wallonne des Transports;
- 5° les concessionnaires des câbles et canalisations;
- 6° le Service régional d'incendie;
- 7° l'Institut belge pour la Sécurité routière;
- 8° l'Office de la naissance et de l'enfance;
- 9° les personnes morales qui gèrent les biens immobiliers nécessaires à l'exercice des cultes reconnus;
- 10° les personnes morales qui gèrent des biens nécessaires à l'exercice de la morale laïque;
- 11° l'organisme d'épuration agréé;
- 12° tout autre tiers intervenant.

Art. 8. L'ordre du jour de la réunion plénière comporte notamment les points suivants qui seront développés dans le procès-verbal de la réunion :

- 1° la présentation de l'avant-projet au stade de l'esquisse crayon;
- 2° l'analyse détaillée de la situation des câbles et canalisations situés dans le périmètre des travaux;
- 3° l'examen des essais et investigations faits et à effectuer;
- 4° l'état d'avancement des procédures de permis et avis à obtenir;
- 5° l'état d'avancement des emprises à réaliser;
- 6° les modifications éventuelles à apporter à l'avant-projet et les opérations à mener pour finaliser l'étude de l'investissement et procéder à la mise en adjudication des travaux;
- 7° le calendrier des opérations, à savoir : l'approbation du projet par le demandeur, la mise en adjudication des travaux, la date du dépôt du dossier à l'Administration, la date de début des travaux.

Le procès-verbal de la réunion, tel que prévu à l'article 9, alinéa 3, du décret, est joint au cahier spécial des charges. Il comprend la liste des personnes et organismes convoqués conformément à l'article 6 du présent arrêté. Le demandeur fait état dans le procès-verbal du caractère éventuellement insuffisant des informations collectées auprès des personnes et organismes concernés compte tenu des objectifs de cette dernière reprise à l'article 8 du décret.

CHAPITRE IV. — *Le projet*

Art. 9. § 1^{er}. A l'initiative du demandeur, une réunion sur projet définitif peut être tenue dans les mêmes conditions que celle relative à la réunion plénière d'avant-projet.

§ 2. La demande d'avis sur le projet définitif visée à l'article 10, § 2, du décret comprend les documents suivants :

- 1° le cahier spécial des charges et les plans d'exécution;
- 2° le devis estimatif des travaux en ce compris les essais nécessaires à leur contrôle et le coût des essais préalables.

L'avis est rendu par l'Administration dans les vingt jours.

§ 3. La demande de subvention pour l'investissement visé à l'article 5, 6°, du décret comprend :

- 1° la délibération par laquelle le demandeur approuve l'acquisition, en trois exemplaires;
- 2° un extrait du plan cadastral et une estimation de leur valeur établie par le Comité d'acquisition d'immeubles ou le receveur de l'enregistrement, en distinguant le coût de l'immeuble et le coût du terrain.

CHAPITRE V. — *L'attribution du marché*

Art. 10. Le dossier relatif à l'attribution du marché pour les projets d'investissements visés à l'article 5, 1° à 5° du décret comprend la copie des documents suivants en quatre exemplaires :

1° la délibération par laquelle le demandeur approuve le projet et choisit le mode de passation du marché, en fixe les conditions, fixe les éléments constitutifs de l'avis de marché s'il échet et sollicite les subventions;

2° la délibération par laquelle le demandeur arrête la date d'ouverture des offres et, le cas échéant, la liste des entreprises ou des prestataires de service admis à remettre offre;

3° le rapport et la décision relatifs à la sélection des entreprises;

4° le procès-verbal de l'ouverture des offres;

5° les offres déposées (en un seul exemplaire);

6° l'offre retenue;

7° le rapport d'attribution du marché;

8° la délibération motivée par laquelle le demandeur désigne l'adjudicataire;

9° le cahier spécial des charges et les plans ainsi que les autorisations, attestations de dispositions de terrains, permis et avis requis.

CHAPITRE VI. — *Taux et calcul des subventions pour les travaux et acquisitions*

Art. 11. Dans les limites fixées à l'article 12 § 1, alinéa 2, du décret, pour les travaux et acquisitions, le montant à prendre en considération pour le calcul de la subvention est :

1° pour les investissements visés à l'article 5, 1° à 5°, du décret le montant de l'offre retenue relative aux travaux;

2° pour les investissements visés à l'article 5, 6°, du décret le montant de l'estimation établie par le Comité d'acquisition d'immeuble ou le receveur de l'enregistrement.

Art. 12. Le taux de la subvention est fixé à 60 % du montant établi à l'article 11.

Par dérogation à l'alinéa premier, le taux de la subvention est fixé à 75 % du montant établi à l'article 11 pour :

1° les investissements repris à l'article 5, 4°, du décret dans le cadre d'une transformation ou d'une réhabilitation;

2° les investissements repris à l'article 5, 5°, du décret;

3° les investissements repris à l'article 5, 1° et 3°, du décret, ayant pour objectifs la sécurité et la convivialité de la voirie publique contribuant à la fois à la limitation de la vitesse des véhicules à moteur et à l'amélioration du cadre de vie sauf s'ils bénéficient du taux fixé à l'article 12, § 2, du décret;

4° les investissements réalisés au moyen d'une des techniques de reconditionnement en place des chaussées;

5° les travaux de réparation lorsque les trois conditions suivantes sont remplies :

a) les dégâts sont provoqués par des phénomènes naturels de caractère exceptionnel ou d'intensité imprévisible, notamment les tremblements de terre, les inondations à caractère désastreux, les ouragans ou autres déchaînements du vent;

b) les dégâts susceptibles d'être réparés sont situés en zone reconnue de calamités publiques par arrêté royal en application de la loi du 12 juillet 1976 relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles;

c) le dossier de demande de subvention est introduit dans les douze mois de la publication au *Moniteur belge* de l'arrêté royal visé sous b);

6° les investissements économes en énergie.

Le montant de la subvention est arrondi à la dizaine d'euros inférieure.

CHAPITRE VII. — *Autres interventions financières*

Art. 13. Toute autre intervention financière que celle du demandeur, conditionnée par la réalisation de l'investissement considéré est déduite du montant global de la dépense à subventionner et ce, à tout stade de la procédure. Il est, au besoin, opéré un remboursement de toute ou partie de la subvention.

Cependant, n'est pas considéré comme intervention, l'apport financier des communes et provinces pour les travaux et acquisitions sur l'initiative des fabriques d'églises et des personnes morales qui gèrent des biens nécessaires à l'exercice de la morale laïque, pour autant que la somme de ces interventions et de celle prévue aux articles 11 et 12 ne dépasse pas le coût global de la dépense.

CHAPITRE VIII. — *Taux et calcul des subventions pour les études*

Art. 14. Les études des projets relatifs aux travaux visés aux points 1° à 5° de l'article 5 du décret peuvent également faire l'objet de subventions pour encourager certains investissements publics.

Art. 15. A l'approbation du programme triennal, une subvention annuelle est accordée au demandeur pour couvrir les études des investissements retenus.

Art. 16. Le montant à prendre en considération pour le calcul de la subvention est, pour les investissements visés à l'article 2, le montant des investissements retenus dans le programme triennal initial approuvé et qui n'ont jamais figuré dans un programme triennal antérieur, régi par le décret.

Art. 17. Les subventions sont accordées annuellement en pourcentage du montant visé à l'article 15 de la manière suivante : 3 % la première année, 2 % la deuxième année et 1 % la troisième année.

CHAPITRE IX. — *Exécution des travaux, contrôle et paiement*

Art. 18. Le demandeur transmet la copie de la notification du marché et l'ordre de commencer les travaux, endéans les dix jours.

Art. 19. Lorsque le montant du décompte final des travaux subventionnés, à l'exclusion des révisions contractuelles en plus est supérieur au montant retenu pour le calcul de la subvention, le montant de celle-ci reste inchangé.

Lorsque le montant du décompte final des travaux subventionnés, à l'exclusion des révisions contractuelles en plus, est inférieur au montant retenu pour le calcul de la subvention, le montant de celle-ci est revu sur base de la dépense réelle relative aux travaux compte tenu du jeu des quantités présumées.

Art. 20. En cas d'acquisition d'immeubles, le montant définitif de la subvention est arrêté sur la base de l'acte d'acquisition du bien dont une copie est transmise à l'Administration.

Le montant visé à l'alinéa 1^{er} ne peut cependant dépasser le montant de la subvention calculée en application des articles 11 et 12.

Art. 21. Pour les investissements visés à l'article 5, 1° à 5°, du décret, une avance sur le montant de la subvention peut être accordée dès que le montant des travaux subsidiés réalisés, limité aux quantités prévues dans la soumission, atteint 30 % du montant des travaux subsidiés.

Ces avances sont égales à 70 % de la subvention et sont liquidées sur présentation de l'état d'avancement dûment approuvé et de la déclaration de créance.

Art. 22. Le dossier du décompte final pour les projets d'investissements visés à l'article 5, 1° à 6°, du décret comprend en trois exemplaires dans tous les cas :

- 1° le décompte final de l'entreprise;
 - 2° la déclaration de créance de l'entrepreneur;
 - 3° le procès-verbal de réception provisoire;
 - 4° la délibération approuvant le décompte;
- et, le cas échéant :
- 5° les factures et les procès-verbaux des essais accompagnés du rapport de l'auteur de projet avec éventuellement le détail des postes sur lesquels s'appliquent les réfections et le calcul de celles-ci;
 - 6° le calcul des amendes;
 - 7° un rapport justifiant les dépassements de quantités de plus de 10 %;
 - 8° le ou les avenants motivés relatifs aux modifications et aux travaux supplémentaires;
 - 9° les ordres d'interruption et de reprise des travaux accompagnés des délibérations les motivant;
 - 10° les délibérations justifiant l'octroi et la durée des délais supplémentaires.

Art. 23. Pour les investissements visés à l'article 14, le montant de la subvention est liquidé au moment de l'approbation du programme triennal pour la première année, dans le courant du mois de janvier pour les deuxième et troisième années.

Un compte et décompte est effectué sur base des pièces justificatives au plus tard au terme de la troisième année qui suit la fin du programme triennal pour lequel les aides financières avaient été accordées.

Lorsqu'une étude subventionnée ne conduit pas à la réalisation d'un investissement, le demandeur est tenu de rembourser le montant avancé pour l'étude du projet.

CHAPITRE X. — *Dispositions finales et transitoires*

Art. 24. L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 7 mai 1998 relatif aux subventions octroyées par la Région wallonne à certains investissements d'intérêt public est abrogé.

Art. 25. Les subventions aux études des dossiers introduits en janvier 2005 et janvier 2006 sont accordées de la façon suivante : 3 % en 2005 et 3 % en 2006.

Art. 26. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2005.

Art. 27. Le Ministre des Affaires intérieures est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 3 juin 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ch. MICHEL

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 3181

[C - 2004/27188]

**3. JUNI 2004 — Erlass der Wallonischen Regierung
zur Durchführung des Dekrets vom 29. April 2004 über die subventionierten Arbeiten**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 29. April 2004 über die subventionierten Arbeiten, insbesondere der Artikel 6, 8, 10 und 13;

Aufgrund des am 29. April 2004 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 29. April 2004 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 5. Mai 2004 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 1. Juni 2004 in Anwendung von Artikel 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Beschließt:

KAPITEL I. — *Allgemeines*

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten die folgenden Definitionen:

1° der Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die subventionierten Arbeiten gehören;

2° die Verwaltung: die Generaldirektion der Lokalen Behörden des Ministeriums der Wallonischen Region;

3° das Dekret: das Dekret vom 29. April 2004 über die subventionierten Arbeiten;

4° Arbeiten: jede Tätigkeit, insbesondere zum Bau, Umbau, zur Sanierung und Einrichtung jeglichen Projekts öffentlichen Interesses im Sinne von Artikel 5 des Dekrets;

Art. 2 - § 1. Die in Artikel 4, Absatz 1 des Dekrets erwähnten Arbeiten sind nur dann bezuschussungsfähig, wenn sie gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 24. Dezember 1993 über öffentliche Aufträge und bestimmte Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge, sowie dessen Durchführungserlasse und insbesondere durch einen öffentlichen Bauauftrag, einen öffentlichen Auftrag auf dem Wege eines Baubetreuungsvertrags oder einen öffentlichen Auftrag für finanzielle Dienstleistungen vergeben werden, insofern die im Rahmen des öffentlichen Auftrags für finanzielle Dienstleistungen mit der Durchführung der Arbeiten beauftragten Unternehmer durch einen öffentlichen Bauauftrag bestimmt werden.

§ 2. Die in Artikel 5, 1° a) erwähnten öffentlichen Verkehrswege bestehen aus dem Wegenetz samt Nebenanlagen, dessen Grundfläche einer öffentlichen Behörde gehört.

§ 3. Die in Artikel 5, 5° des Dekrets erwähnten kleinen sozialen Infrastrukturen der Stadtviertel sind nur dann bezuschussungsfähig, wenn der Bezugsberechtigte des Zuschusses zum Zeitpunkt der Beendigung der Arbeiten ein Nutzungsrecht auf das Grundstück oder auf den Raum für eine Mindestdauer von fünfzehn Jahren besitzt, mit Ausnahme der Sportanlagen, die in Artikel 2 des Dekrets vom 25. Februar 1999 über bestimmte Investitionen in Sachen Sportinfrastrukturen gewährten Subventionen erwähnt sind.

§ 4. Die Anschaffung von Immobiliengütern im Sinne von Artikel 5, 6° des Dekrets betrifft nur Immobiliengüter, die zur Ausführung von den in den Punkten 1° bis 5° des besagten Dekrets erwähnten Arbeiten notwendig sind, oder solche Arbeiten erfordern, und die mindestens 25 % des Anschaffungspreises betragen.

Wenn die Arbeiten Gebäude im Sinne von Artikel 5, 4° des Dekrets betreffen, muss der Antragsteller Inhaber eines dinglichen Eigentums- oder Erbpachtrechtes an dem Gebäude sein, oder eines Nutzungsrechtes aufgrund eines Vertrags, der nach einer bestimmten Zeit die Eigentumsübertragung vorsieht.

Wenn der Erwerb von Immobiliengütern Anlass zur Gewährung von Zuschüssen im Sinne von Artikel 5, 6° des Dekrets gibt, müssen die Arbeiten innerhalb eines Zeitraums von fünf Jahren ab dem Datum der Zustellung durch die Regierung des Betrags des Zuschusses ausgeführt werden. Der Minister kann diese Frist einmal um zwei Jahre verlängern.

§ 5. Die Nutzung der Investitionen im Sinne von Artikel 5, 4° bis 6° des Dekrets entspricht einer der dort vorgesehenen Zweckbestimmungen oder Verwendungen für eine Mindestdauer von fünfzehn Jahren ab dem Datum der vorläufigen Abnahme der Arbeiten.

In Ermangelung dessen erfolgt eine Teilbeitreibung des Zuschusses bei dem ursprünglichen Bezugsberechtigten des Zuschusses und zwar im Verhältnis zwischen dem Zeitraum, in dem die Nutzungsklausel nicht mehr eingehalten wird, und dem obligatorischen Zeitraum von fünfzehn Jahren.

§ 6. Der Betrag der Investitionen erreicht oder überschreitet den Betrag, auf den das allgemeine Lastenheft in Sachen öffentlicher Aufträge Anwendung findet.

Art. 3 - Der Antragsteller informiert den Minister bei der Vorlage des Dreijahresprogramms und jederzeit bis zur Endabrechnung über jede finanzielle Beihilfe, die in Anwendung anderer Verordnungs- oder Vertragsbestimmungen zur Bildung derselben Investition beantragt oder erhalten worden ist.

KAPITEL II. — Dreijahresprogramm

Art. 4 - Der Antragsteller unterbreitet dem Minister das Dreijahresprogramm oder dessen Abänderung.

Art. 5 - Die Akte bezüglich des Dreijahresprogramms oder dessen Abänderung enthält:

- 1° den Beschluss, durch den der Antragsteller dieses Programm genehmigt und die Zuschüsse beantragt;
- 2° die Auflistung der Investitionen nach Jahrgängen und in der Vorrangordnung;
- 3° für jede Investition eine Beschreibung der Örtlichkeiten und der auszuführenden Arbeiten oder Studien, ihren genauen Standort und die eventuellen Maßnahmen im Rahmen derer sie vorgenommen wird;
- 4° eine Schätzung der einzelnen Kosten.

KAPITEL III. — Vorprojekt

Art. 6 - Der Antragsteller bestimmt im Einvernehmen mit der Verwaltung das Datum der Vorprojektplenarversammlung und die Liste der durch die Investition betroffenen Personen und Einrichtungen. Er beruft sie mindestens 15 Tage vor der Versammlung ein. Das Vorprojekt wird der Einberufung beigelegt.

Sollte eine direkt von der Investition betroffene Person oder Einrichtung es nicht für notwendig erachten, der Versammlung beizuwohnen, übermittelt sie ihr zuvor die in Artikel 9, Absatz 2 des Dekrets erwähnten Informationen.

Art. 7 - § 1. Der Antragsteller ist verpflichtet, folgende Personen und Einrichtungen einzuberufen:

- 1° den Projektautor,
- 2° den Projektkoordinator,
- 3° die bezuschussende Behörde.

§ 2. Je nach der betreffenden Investition kann der Antragsteller insbesondere folgende Personen und Einrichtungen einberufen:

- 1° die Generaldirektionen des Ministeriums der Wallonischen Region und des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen;
- 2° den beauftragten Beamten des Städtebaus;
- 3° die föderalen öffentlichen Dienste des Inneren und der Mobilität und des Transportwesens;
- 4° die "Société régionale wallonne du Transport" (Wallonische Regionale Verkehrsgesellschaft);
- 5° die Inhaber einer Konzession für Kabel und Kanalisationen;
- 6° den regionalen Feuerwehrdienst;
- 7° das Belgische Institut für Verkehrssicherheit;
- 8° das "Office de la Naissance et de l'Enfance" (ONE);
- 9° die juristischen Personen, die die zur Ausübung der anerkannten Religionen notwendigen Immobiliengüter verwalten;
- 10° die juristischen Personen, die zur Ausübung der nichtkonfessionellen Sittenlehre notwendige Güter verwalten;
- 11° die anerkannte Vereinigung für die Klärung;
- 12° jeglichen Drittbeteiligten.

Art. 8 - Die Tagesordnung der Plenarversammlung enthält insbesondere folgende Punkte, die im Protokoll der Versammlung erläutert werden:

- 1° die Unterbreitung des Vorprojekts im Stadium der "Bleistiftskizze";
- 2° die ausführliche Analyse der Lage der Kabel und Kanalisationen, die sich im Umkreis der Arbeiten befinden;
- 3° die Prüfung der durchgeführten und noch durchzuführenden Tests und Ermittlungen;
- 4° den Stand der zu beschaffenden Genehmigungs- und Gutachtensverfahren;
- 5° den Stand der durchzuführenden Landentnahmen;
- 6° die etwaigen anzubringenden Abänderungen des Vorprojekts und die durchzuführenden Vorgänge, um die Investitionsstudie abzuschließen und die Ausschreibung der Arbeiten vorzunehmen;
- 7° die Kalenderplanung der Vorgänge und zwar: die Genehmigung des Projekts durch den Antragsteller, die Ausschreibung der Arbeiten, das Datum der Einreichung der Akte bei der Verwaltung, das Datum des Beginns der Arbeiten.

Das Protokoll der Versammlung im Sinne von Artikel 9, Absatz 3 des Dekrets wird dem Sonderlastenheft beigelegt. Es enthält die Liste der gemäß Artikel 6 des vorliegenden Erlasses einberufenen Personen und Einrichtungen. In dem Protokoll gibt der Antragsteller den unter Umständen ungenügenden Charakter der bei den betroffenen Personen und Einrichtungen gesammelten Informationen an, unter Berücksichtigung der in Artikel 8 des Dekrets enthaltenen Zielsetzungen.

KAPITEL IV. — *Projekt*

Art. 9 - § 1. Auf Initiative des Antragstellers kann unter den gleichen Bedingungen wie die der Vorprojektplenarversammlung eine Versammlung über das endgültige Projekt stattfinden.

§ 2. Der in Artikel 10, § 2 des Dekrets erwähnte Antrag auf Gutachten über das endgültige Projekt enthält folgende Unterlagen:

1° das Sonderlastenheft und die Ausführungspläne;

2° den Kostenvoranschlag der Arbeiten, einschließlich der zu deren Kontrolle notwendigen Tests und die Kosten der vorangehenden Tests.

Die Verwaltung gibt ihr Gutachten innerhalb von zwanzig Tagen ab.

§ 3. Der Antrag auf Zuschüsse für die Investition im Sinne von Artikel 5, 6° des Dekrets enthält Folgendes:

1° den Beschluss in dreifacher Ausfertigung, durch den der Antragsteller die Anschaffung genehmigt;

2° einen Auszug aus dem Katasterplan und eine durch das Immobilienerwerbskomitee oder den Einnehmer des Registrierungsamtes erstellte Wertveranschlagung, wobei der Preis des Gebäudes und der Preis des Grundstücks voneinander unterschieden werden.

KAPITEL V. — *Vergabe des Auftrags*

Art. 10 - Die Akte bezüglich der Vergabe des Auftrags für die in Artikel 5, 1° bis 5° des Dekrets erwähnten Investitionsprojekte enthält die Abschrift in vierfacher Ausfertigung folgender Unterlagen:

1° der Beschluss, durch den der Antragsteller das Projekt genehmigt und sich für den Modus der Auftragsvergabe entscheidet, deren Bedingungen und gegebenenfalls Elemente der Auftragsbekanntmachung festlegt und die Zuschüsse beantragt;

2° der Beschluss, durch den der Antragsteller das Eröffnungsdatum der Angebote und gegebenenfalls die Auflistung der Unternehmen oder Erbringer von Dienstleistungen festlegt, die zur Abgabe eines Angebots zulässig sind;

3° der Bericht und die Entscheidung bezüglich der Auswahl der Unternehmen;

4° das Protokoll der Eröffnung der Angebote;

5° die abgegebenen Angebote (in einer Ausfertigung);

6° das ausgewählte Angebot;

7° der Bericht der Auftragsvergabe;

8° der begründete Beschluss, durch den der Antragsteller den Auftragnehmer bezeichnet;

9° das Sonderlastenheft und die Pläne, sowie die Genehmigungen, die Bescheinigungen der Grundstücksverfügungen und die erforderlichen Genehmigungen und Gutachten.

KAPITEL VI. — *Prozentsatz und Berechnung der Zuschüsse für die Arbeiten und die Anschaffungen*

Art. 11 - Im Rahmen der in Artikel 12, § 1, Absatz 2 des Dekrets bestimmten Grenzen für die Arbeiten und Anschaffungen ist der für die Berechnung der Zuschüsse zu berücksichtigende Betrag der Folgende:

1° für die Investitionen im Sinne von Artikel 5, 1° bis 5° des Dekrets, der Betrag des für die Arbeiten berücksichtigten Angebots;

2° für die Investitionen im Sinne von Artikel 5, 6° des Dekrets, der Betrag, der durch das Immobilienerwerbskomitee oder den Einnehmer des Registrierungsamtes erstellten Wertveranschlagung.

Art. 12 - Der Satz der Zuschüsse entspricht 60 % des in Artikel 11 festgelegten Betrags.

In Abweichung von Absatz 1, entspricht der Satz der Zuschüsse 75 % des in Artikel 11 festgelegten Betrags für:

1° die in Artikel 5, 4° des Dekrets erwähnten Investitionen, im Rahmen eines Umbaus oder einer Sanierung;

2° die in Artikel 5, 5° des Dekrets erwähnten Investitionen;

3° die in Artikel 5, 1° bis 3° des Dekrets erwähnten Investitionen, die die Sicherheit und die Benutzerfreundlichkeit der öffentlichen Verkehrswege zum Ziel haben, indem sie gleichzeitig zur Geschwindigkeitsbegrenzung der Kraftfahrzeuge und zur Aufbesserung des Lebensrahmens beitragen, es sei denn, sie nehmen den in Artikel 12, § 2 des Dekrets bestimmten Satz in Anspruch;

4° die anhand einer der vorhandenen Wiederaufbereitungstechniken für Fahrbahnen durchgeführten Investitionen;

5° die Reparaturarbeiten, wenn die folgenden drei Bedingungen erfüllt sind:

a) die Schäden sind die Folge von Naturereignissen mit einem außergewöhnlichen Charakter oder einer unvorhersehbaren Stärke, insbesondere von Erdbeben, Überschwemmungen mit katastrophalem Charakter, Orkanen oder anderen stürmischen Winden;

b) die Schäden, die repariert werden können, befinden sich in einem Gebiet, das durch den Königlichen Erlass vom 12. Juli 1976 über die Ersatzleistung bei bestimmten Schäden an Privatgütern durch Naturkatastrophen als ein von Naturkatastrophen getroffenes Gebiet anerkannt worden ist;

c) die Akte zur Beantragung eines Zuschusses wird innerhalb von zwölf Monaten nach der Veröffentlichung des unter b) erwähnten Königlichen Erlasses im Belgischen Staatsblatt eingereicht.

6° die energiesparsamen Investitionen.

Der Betrag des Zuschusses wird auf den unteren Zehner Euro abgerundet.

KAPITEL VII. — *Andere finanzielle Beiträge*

Art. 13 - Jede weitere finanzielle, durch die Verwirklichung der betreffenden Investition bedingte Beteiligung, mit Ausnahme derjenigen des Antragstellers, ist in egal welcher Phase des Verfahrens vom Gesamtbetrag der zu bezuschussenden Ausgabe abzuziehen. Notfalls ist die Gesamtheit oder ein Teil des Zuschusses zurückzuzahlen.

Jedoch wird die finanzielle Beihilfe der Gemeinden und Provinzen für Arbeiten und Anschaffungen auf Initiative der Kirchenfabriken und der juristischen Personen, die zur Ausübung der konfessionslosen Moral notwendige Güter verwalten, nicht als Zuschüsse betrachtet, soweit der Gesamtbetrag dieser Beteiligungen und der in Artikel 11 und 12 vorgesehenen Beträge den Gesamtbetrag der Ausgabe nicht überschreitet.

KAPITEL VIII. — *Prozentsatz und Berechnung der Zuschüsse für die Studien*

Art. 14 - Die Projektstudien für Arbeiten im Sinne der Punkte 1° bis 5° des Artikels 5 des Dekrets können ebenfalls Gegenstand von Zuschüssen sein, um bestimmte öffentliche Investitionen zu fördern.

Art. 15 - Bei der Genehmigung des Dreijahresprogramms wird dem Antragsteller ein jährlicher Zuschuss gewährt, um die Studien der berücksichtigten Investitionen zu decken.

Art. 16 - Der für die Berechnung der Zuschüsse zu berücksichtigende Betrag für die in Artikel 2 erwähnten Investitionen ist der Betrag der berücksichtigten Investitionen im genehmigten ursprünglichen Dreijahresprogramm, die vorher nie in einem durch das Dekret geregelten Dreijahresprogramm vorhanden waren.

Art. 17 - Die Zuschüsse werden jährlich zu einem Prozentsatz des in Artikel 15 erwähnten Betrags gewährt, und zwar wie folgt: 3 % im ersten Jahr, 2 % im zweiten Jahr und 1 % im dritten Jahr.

KAPITEL IX. — *Ausführung der Arbeiten, Kontrolle und Zahlung*

Art. 18 - Innerhalb von zehn Tagen übermittelt der Antragsteller eine Abschrift der Zustellung des Auftrags und der Anweisung, die Arbeiten anzufangen.

Art. 19 - Wenn die Endabrechnung der bezuschussten Arbeiten abzüglich der zusätzlichen vertraglichen Revisionen den zur Berechnung der Zuschüsse ausgewählten Betrag überschreitet, bleibt der Betrag der Zuschüsse unverändert.

Wenn die Endabrechnung der bezuschussten Arbeiten abzüglich der zusätzlichen vertraglichen Revisionen unter dem für die Berechnung der Zuschüsse ausgewählten Betrag liegt, wird der Betrag der Zuschüsse auf der Grundlage der tatsächlichen Ausgabe für die betreffenden Arbeiten unter Berücksichtigung des Mechanismus der wahrscheinlichen Mengen neu festgelegt.

Art. 20 - Beim Erwerb von Immobilien wird der endgültige Zuschussbetrag auf der Grundlage der Kaufurkunde des Gutes festgelegt, von der eine Abschrift an die Verwaltung gerichtet wird.

Der in Absatz 1 erwähnte Betrag darf jedoch den Betrag der gemäß Artikel 11 und 12 berechneten Zuschüsse nicht überschreiten.

Art. 21 - Für die in Artikel 5, 1° bis 5° des Dekrets erwähnten Investitionen kann ein Vorschuss auf den Betrag der Zuschüsse bewilligt werden, sobald der Betrag der durchgeführten bezuschussten Arbeiten, der auf die in der Submission vorgesehenen Mengen beschränkt ist, 30 % des Betrags der bezuschussten Arbeiten erreicht.

Diese Vorschüsse entsprechen 70 % der Zuschüsse und werden auf Vorlage der ordnungsgemäß genehmigten Erklärung über den Stand der Arbeiten und der Schuldforderungserklärung ausgezahlt.

Art. 22 - Die Akte bezüglich der Endabrechnung für die in Artikel 5, 1° bis 6° des Dekrets erwähnten Investitionspläne beinhaltet in allen Fällen die folgenden Unterlagen in dreifacher Ausfertigung:

1° die Endabrechnung des Unternehmens;

2° die Schuldforderungserklärung des Unternehmers;

3° das Protokoll der vorläufigen Abnahme;

4° den Beschluss zur Genehmigung der Abrechnung;

5° die Rechnungen und Protokolle der Tests, zusammen mit dem Bericht des Projektautors mit gegebenenfalls der genauen Beschreibung der Positionen, auf welche die Abschläge Anwendung finden, und die Berechnung dieser Abschläge;

- 6° die Berechnung der Geldstrafen;
- 7° einen Bericht zur Rechtfertigung der Mengenüberschreitungen um mehr als 10 %;
- 8° den bzw. die begründeten Nachträge bezüglich der Abänderungen und der zusätzlichen Arbeiten;
- 9° die Anweisungen zur Unterbrechung und Wiederaufnahme der Arbeiten zusammen mit den Beschlüssen zu deren Begründung;
- 10° die Beschlüsse zur Begründung der Gewährung und der Dauer der zusätzlichen Fristen.

Art. 23 - Für die in Artikel 14 erwähnten Investitionen wird der Betrag der Zuschüsse für das erste Jahr zum Zeitpunkt der Genehmigung des Dreijahresprogramms ausgezahlt und im Laufe des Monats Januar für das zweite und dritte Jahr.

Spätestens am Ende des dritten Jahres nach Ablauf des Dreijahresprogramms, für das finanzielle Beihilfen gewährt wurden, wird eine Rechnung und Abrechnung aufgrund der Belege vorgenommen.

Wenn eine bezuschusste Studie nicht zur Durchführung einer Investition führt, ist der Antragsteller verpflichtet, den Vorschuss für die Projektstudie zurückzuzahlen.

KAPITEL X. — *Schluss- und Übergangsbestimmungen*

Art. 24 - Der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 7. Mai 1998 über die Subventionen, die durch die Wallonische Region für bestimmte gemeinnützige Investitionen gewährt werden, wird aufgehoben.

Art. 25 - Die Zuschüsse für Studien der im Januar 2005 und Januar 2006 eingereichten Akten werden wie folgt gewährt: 3 % in 2005 und 3 % in 2006.

Art. 26 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 2005 in Kraft.

Art. 27 - Der Minister der inneren Angelegenheiten wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 3. Juni 2004

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ch. MICHEL

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 3181

[C - 2004/27188]

3 JUNI 2004. — **Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 29 april 2004 betreffende de gesubsidieerde werken**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 29 april 2004 betreffende de gesubsidieerde werken, inzonderheid op de artikelen 6, 8, 10 en 13;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 29 april 2004;

Gelet op de instemming van de minister van Begroting, gegeven op 29 april 2004;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 5 mei 2004;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 1 juni 2004 met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemeen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

- 1° de minister : de minister bevoegd voor de gesubsidieerde werken;
- 2° het bestuur : het Directoraat-generaal Plaatselijke Besturen van het ministerie van het Waalse Gewest;
- 3° het decreet : het decreet van 29 april 2004 betreffende de gesubsidieerde werken;
- 4° werken : elk werk met het oog, meer bepaald, op de bouw, de verbouwing, de vernieuwbouw en de inrichting van elk ontwerp van openbaar belang zoals bedoeld in artikel 5 van het decreet.

Art. 2. § 1. De werken bedoeld in artikel 4, eerste lid, van het decreet, kunnen enkel voor subsidie in aanmerking komen op voorwaarde dat ze worden gegund overeenkomstig de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, evenals overeenkomstig de uitvoeringbesluiten ervan, en meer bepaald door een openbare opdracht voor aanneming van werken, door een openbare opdracht voor bevordering van werken of door een openbare opdracht voor aanneming van financiële diensten, en voor zover de aannemers die belast zullen worden met de uitvoering van de werken in het kader van een openbare opdracht voor aanneming van financiële diensten aangewezen zullen worden door een openbare opdracht voor aanneming van werken.

§ 2. De openbare wegen bedoeld in artikel 5, 1°, a) van het decreet bestaat in landwegen en aanhorigheden waarvan de grondslag eigendom is van een overheid.

§ 3. De kleine sociale buurtinfrastructuren zoals bedoeld in artikel 5, 5°, van het decreet komen enkel voor subsidie in aanmerking voor zover de subsidiegerechtigde op de datum van voltooiing van de werken een genotsrecht van de grond of het lokaal heeft voor een minimumduur van vijftien jaar, uitgezonderd de sportinstallaties bedoeld in artikel 2 van het decreet van 25 februari 1999 houdende toekenning van subsidies voor bepaalde investeringen inzake sportinfrastructuur.

§ 4. De aankoop van de onroerende goeden bedoeld in artikel 5, 6°, van het decreet is ofwel nodig voor ofwel vereist de uitvoering van werken zoals bedoeld onder de punten 1° tot en met 5° van dat artikel voor een bedrag dat minstens gelijk is aan 25 pct. van de aankoopprijs.

Indien de werken betrekking hebben op gebouwen als bedoeld in artikel 5, 4°, van het decreet, dient de aanvrager houder te zijn van een zakelijk eigendoms- of pachtrecht op het gebouw of van een genotsrecht krachtens een overeenkomst die op termijn in een eigendomsoverdracht voorziet.

Indien de aankoop van onroerende goeden aanleiding geeft tot de toekenning van subsidies overeenkomstig artikel 5, 6°, van het decreet, dienen de werken te worden uitgevoerd binnen een termijn van vijf jaar te rekenen van de kennisgeving door de regering van het subsidiebedrag. De minister kan die termijn één maal met een duur van twee jaar verlengen.

§ 5. De bezetting van de investeringen bedoeld in artikel 5, 4° tot en met 6°, van het decreet blijft conform aan één van de bestemmingen of gebruiken die daarbij zijn bepaald, voor een minimumperiode van vijftien jaar te rekenen van de datum van voorlopige oplevering van de werken.

Bij ontstentenis wordt de subsidie gedeeltelijk verhaald op de aanvankelijke subsidiegerechtigde, in de verhouding tussen de termijn waarin de bezettingsclausule niet meer in acht genomen wordt en de verplichte termijn van vijftien jaar.

§ 6. Het investeringsbedrag is gelijk aan of hoger dan het bedrag waarvoor het bestek geldt ter zake van openbare opdrachten.

Art. 3. De aanvrager licht de minister bij de voorstelling van het driejarenprogramma en te allen tijde tot aan de eindafrekening in over elke financiële tussenkomst die aangevraagd of verkregen is voor de uitvoering van dezelfde investering, overeenkomstig andere regelgevende of contractuele bepalingen.

HOOFDSTUK II. — *Driejarenprogramma*

Art. 4. De aanvrager legt de minister het driejarenprogramma of de wijziging ervan voor.

Art. 5. Het dossier betreffende het driejarenprogramma of de wijziging ervan bevat :

- 1° de beraadslaging waarbij de aanvrager het programma goedkeurt en de subsidies aanvraagt;
- 2° de samenvattende lijst van de investeringen, ingedeeld per jaar en voorrang;
- 3° voor elke investering, een plaatsbeschrijving en omschrijving van de werken of studies die uitgevoerd dienen te worden, hun nauwkeurig aangegeven ligging en de eventuele verrichtingen waarin die investering past;
- 4° de omstandige raming van de kostprijs.

HOOFDSTUK III. — *Voorontwerp*

Art. 6. De aanvrager spreekt met het bestuur af over de datum voor de plenaire voorontwerpvergadering en over de lijst der personen en organismen die bij de investering betrokken zijn.

Zij worden minstens vijftien dagen vóór de vergadering bijeengeroepen. Het voorontwerp wordt bij de oproepingsbrief gevoegd.

Als een rechtstreeks bij de investering betrokken persoon of organisme oordeelt dat hij/het niet op de vergadering aanwezig kan zijn, zendt hij/het voor de vergadering de inlichtingen bedoeld in artikel 9, tweede lid, van het decreet toe.

Art. 7. § 1. De aanvrager is ertoe verplicht volgende personen en organismen uit te nodigen :

- 1° de projectontwerper;
- 2° de projectcoördinator;
- 3° de subsidiërende overheid.

§ 2. Naar gelang de overwogen investering kan de aanvrager meer bepaald volgende personen en organismen uitnodigen :

- 1° de directoraten-generaal van het ministerie van het Waalse Gewest en van het Waalse ministerie van Uitrusting en Vervoer;
- 2° de gemachtigd ambtenaar van Stedenbouw;
- 3° de federale overheidsdiensten Binnenlandse Zaken en Mobiliteit en Vervoer;
- 4° de "Société régionale wallonne du transport" (Gewestelijke Waalse Vervoermaatschappij);
- 5° de concessiehouders van kabels en leidingen;
- 6° de regionale brandweerdienst;
- 7° het Begisch Instituut voor Verkeersveiligheid
- 8° het «Office de la Naissance et de l'Enfance»;
- 9° de rechtspersonen die de onroerende goeden beheren die noodzakelijk zijn voor de beoefening van de erkende erediensten;
- 10° de rechtspersonen die de goeden beheren die noodzakelijk zijn voor de beoefening van de lekenmoraal;
- 11° de erkende waterzuiveringsinstantie;
- 12° elke andere derde die tussenbeidekomt.

Art. 8. De agenda van de plenaire vergadering bevat meer bepaald de volgende punten die in de notulen van de vergadering uiteengezet worden :

- 1° de voorstelling van het voorontwerp en in het schetsstadium;
- 2° de omstandige analyse van de ligging van de kabels en de leidingen in de omtrek van de werken;
- 3° de analyse van de tests en de onderzoeken die verricht werden of nog verricht moeten worden;
- 4° de stand van zaken in de verplichte vergunnings- en adviesprocedures;
- 5° de stand van zaken in de te verrichten grondnemingen;
- 6° de eventuele wijzigingen die het voorontwerp dient te ondergaan en de verrichtingen die gevoerd dienen te worden om het investeringsonderzoek af te werken en de aanbesteding van de werken mogelijk te maken;
- 7° het tijdschema voor de verrichtingen, namelijk : de goedkeuring van het project door de aanvrager, de aanbesteding van de werken, de datum voor de indiening van het dossier bij het bestuur, de aanvangsdatum van de werken.

De notulen van de vergadering zoals bedoeld in artikel 9, derde lid, van het decreet worden bij het bijzondere bestek gevoegd. Zij bevatten de lijst van de personen en organismen die overeenkomstig artikel 6 van dit besluit bijeengeroepen zijn. De aanvrager maakt in de notulen gewag van de eventuele onvolledigheid van de inlichtingen die bij de betrokken personen en organismen zijn ingewonnen, rekening houdend met de doelstellingen van de investering vermeld in artikel 8 van het decreet.

HOOFDSTUK IV. — *Ontwerp*

Art. 9. § 1. Op initiatief van de aanvrager kan er een vergadering over het eindontwerp worden belegd in dezelfde voorwaarden als de plenaire vergadering over het voorontwerp.

§ 2. Het verzoek om advies over het eindontwerp bedoeld in artikel 10, § 2, van het decreet bevat volgende documenten :

- 1° het bijzonder bestek en de uitvoeringsplannen;
- 2° het bestek voor de raming van de werken, met inbegrip van de tests die noodzakelijk zijn voor controle ervan en de kostprijs van de voorafgaandelijke tests.

Het bestuur brengt advies uit binnen de twintig dagen.

§ 3. De subsidie-aanvraag voor de investering bedoeld in artikel 5, 6°, van het decreet bevat :

- 1° de beraadslaging waarbij de aanvrager de aankoop goedkeurt, in drie exemplaren;
- 2° een uittreksel uit het kadastraal plan en een raming van de waarde ervan, vastgesteld door het comité voor de aankoop van onroerende goederen of de ontvanger der registratie, met onderscheid van de kostprijs van het onroerende goed en de grondprijs.

HOOFDSTUK V. — *Aanbesteding van de opdracht*

Art. 10. Het dossier betreffende de aanbesteding van de opdracht voor de investeringsprojecten bedoeld in artikel 5, 1° tot en met 5°, van het decreet bevat het afschrift van de volgende documenten, in vier exemplaren :

- 1° de beraadslaging waarbij de aanvrager het ontwerp goedkeurt en de gunningswijze van de opdracht kiest, er de voorwaarden van vaststelt, de bestanddelen van de aankondiging van de opdracht, in voorkomend geval, vaststelt en de subsidies aanvraagt;
- 2° de beraadslaging waarbij de aanvrager de datum voor de opening van de offertes vaststelt en, in voorkomend geval, de lijst van de ondernemingen of dienstverleners die tot het indienen van een offerte toegelaten zijn;
- 3° het verslag en de beslissing betreffende de keuze van de ondernemingen;
- 4° het proces-verbaal van de opening der offertes;
- 5° de (in één enkel exemplaar) ingediende offertes;
- 6° de geselecteerde offerte;
- 7° het verslag van gunning van de opdracht;
- 8° de met redenen omklede beraadslaging waarbij de aanvrager de aannemer aanwijst;
- 9° het bijzonder bestek en de plannen, alsmede de toelatingen, attesten over de grondligging, de vergunningen en adviezen zoals vereist.

HOOFDSTUK VI. — *Percentage en berekening van de subsidies voor de werken en de aankopen*

Art. 11. Binnen de perken zoals vastgesteld in artikel 12, § 1, tweede lid, van het decreet, is het bedrag dat in overweging dient te worden genomen voor de berekening van de subsidies betreffende de werken en aankopen :

1° voor de investeringen bedoeld in artikel 5, 1° tot en met 5°, van het decreet, het bedrag van de geselecteerde offerte betreffende de werken;

2° voor de investeringen bedoeld in artikel 5, 6°, van het decreet, het bedrag van de raming vastgesteld door het comité voor de aankoop van onroerende goederen of de ontvanger der registratie.

Art. 12. Het subsidiepercentage wordt vastgesteld op 60 pct. van het bedrag vastgesteld in artikel 11.

In afwijking van het eerste lid wordt het subsidiebedrag vastgesteld op 75 pct. van het bedrag vastgesteld in artikel 11 voor :

1° de investeringen bedoeld in artikel 5, 4°, van het decreet in het kader van een verbouwing of een vernieuwbouw;

2° de investeringen bedoeld in artikel 5, 5°, van het decreet;

3° de investeringen bedoeld in artikel 5, 1° en 3°, van het decreet met als doelstellingen de veiligheid en de gebruiksvriendelijkheid van de openbare wegen met tegelijk een bijdrage aan de snelheidsbeperking van motorvoertuigen en de verbetering van de leefomgeving behalve indien zij in aanmerking komen voor het percentage vastgesteld in artikel 12, § 2, van het decreet;

4° de investeringen uitgevoerd middels één van de technieken voor het ter plaatse herconditioneren van het wegdek;

5° de herstellingswerken indien de drie volgende voorwaarden zijn vervuld :

a) de schade is veroorzaakt door uitzonderlijke of onvoorzienbaar hevige natuurfenomenen zoals meer bepaald aardbevingen, rampzalige overstromingen, windhozen of andere windstoten;

b) de herstelbare schade is gelegen in een openbaar rampgebied erkend bij koninklijk besluit overeenkomstig de wet van 12 juli 1976 betreffende de herstelling van sommige schade veroorzaakt aan privégoeden door natuurrampen;

c) het subsidieaanvraagdossier wordt binnen de twaalf maanden van de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het koninklijk besluit bedoeld onder b ingediend;

6° de energiezuinige investeringen.

Het subsidiebedrag wordt afgerond naar het lagere tiental euro's.

HOOFDSTUK VII. — *Andere financiële tegemoetkomingen*

Art. 13. Elke andere financiële tegemoetkoming dan die van de aanvrager, verbonden aan de voorwaarde van de uitvoering van de overwogen investering, wordt van het te subsidiëren globale uitgavebedrag afgetrokken, ongeacht het stadium van de procedure. Indien nodig wordt de subsidie geheel of gedeeltelijk terugbetaald.

De geldelijke inbreng van de gemeenten en provincies voor de werken en aankopen op initiatief van de kerkfabrieken en de rechtspersonen die de goeden beheren die noodzakelijk zijn voor de beoefening van de lekenmoraal wordt niet als tegemoetkoming beschouwd voor zover de som van die tegemoetkomingen en van de tegemoetkoming bepaald in de artikelen 11 en 12 de globale uitgave niet te boven gaat.

HOOFDSTUK VIII. — *Percentage en berekening van de subsidies voor de onderzoeken*

Art. 14. De onderzoeken voor de ontwerpen betreffende de werken bedoeld onder de punten 1° tot en met 5° van artikel 5 van het decreet kunnen eveneens het voorwerp uitmaken van subsidies ter aanmoediging van sommige openbare investeringen.

Art. 15. Bij goedkeuring van het driejarenprogramma wordt er een jaarlijkse subsidie verleend aan de aanvrager om de onderzoeken van de geselecteerde investeringen te dekken.

Art. 16. Het bedrag dat in overweging genomen dient te worden voor de berekening van de subsidie is voor de investeringen bedoeld in artikel 2 het bedrag van de geselecteerde investeringen uit het goedgekeurde aanvankelijke driejarenprogramma en die nooit eerder opgenomen zijn in een driejarenprogramma dat onder het decreet valt.

Art. 17. De subsidies worden jaarlijks verleend als percentage van het bedrag bedoeld in artikel 15, als volgt : 3 pct. het eerste jaar, 2 pct. het tweede jaar en 1 pct. het derde jaar.

HOOFDSTUK IX. — *Uitvoering van de werken, controle en betaling*

Art. 18. De aanvrager maakt het afschrift van de kennisgeving van de opdracht en het bevel om de werken te beginnen binnen tien dagen over.

Art. 19. Indien het bedrag van de eindafrekening van de gesubsidieerde werken, met uitsluiting van de contractuele herzieningen die naar boven bijgesteld worden, hoger is dan het bedrag dat in overweging wordt genomen voor de berekening van de subsidie, dan blijft het bedrag ervan onveranderd.

Indien het bedrag van de eindafrekening van de gesubsidieerde werken, met uitsluiting van de contractuele herzieningen die naar boven bijgesteld worden, lager is dan het bedrag dat in overweging wordt genomen voor de berekening van de subsidie, dan wordt het bedrag ervan herzien op grond van de daadwerkelijke uitgave betreffende de werken, rekening houdend met de invloed van de vermoedelijke hoeveelheden.

Art. 20. Bij aankoop van onroerende goeden wordt het uiteindelijke subsidiebedrag vastgesteld op grond van de aankoopakte van het goed waarvan er een afschrift aan het bestuur wordt overgemaakt.

Het bedrag bedoeld in het eerste lid mag het subsidiebedrag, berekend overeenkomstig de artikelen 11 en 12, niet te boven gaan.

Art. 21. Voor de investeringen bedoeld in artikel 5, 1° tot en met 5°, van het decreet kan er een voorschot op het subsidiebedrag worden verleend zodra het bedrag van de uitgevoerde gesubsidieerde werken, beperkt tot de hoeveelheden bepaald bij de aanbesteding, 30 pct. van het bedrag van de gesubsidieerde werken bereikt.

Die voorschotten zijn gelijk aan 70 pct. van de subsidie en worden uitbetaald op voorlegging van de behoorlijk goedgekeurde staat van vordering en de schuldvoorderingsaangifte.

Art. 22. Het dossier van de eindafrekening voor de investeringsprojecten bedoeld in artikel 5, 1° tot en met 6°, van het decreet bevat in ieder geval drie exemplaren van :

1° de eindafrekening van de onderneming;

2° de schuldvoorderingsaangifte van de onderneming;

3° het proces-verbaal van de voorlopige oplevering;

4° de beraadslaging waarbij de afrekening wordt goedgekeurd;

en in voorkomend geval :

5° de facturen en de processen-verbaal van de tests, waarbij wordt gevoegd het verslag van de projectontwerper met eventueel de gedetailleerde posten waarop de kortingen voor mindere kwaliteit en de berekening ervan van toepassing zijn;

6° de berekening van de geldboetes;

7° een verslag ter verantwoording van de hoeveelheidoverschrijdingen met meer dan 10 pct.;

8° de met redenen omklede aanhangsels bij de overeenkomst betreffende wijzigingen en de bijkomende werken;

9° de bevelen tot onderbreking en hervatting van de werken, waarbij de beraadslagingen worden gevoegd die die bevelen verantwoorden;

10° de beraadslagingen waarbij de bijkomende termijnen worden verantwoord, en de duur ervan.

Art. 23. Voor de investeringen bedoeld in artikel 14 wordt het subsidiebedrag vereffend op het tijdstip van de goedkeuring van het driejarenprogramma voor het eerste jaar, in de loop van de maand januari voor het tweede en het derde jaar.

Een rekening en een afrekening worden verricht op grond van de verantwoordingsstukken, uiterlijk op het einde van het derde jaar volgend op het driejarenprogramma waarvoor de financiële tegemoetkomingen toegekend waren.

Indien een gesubsidieerd onderzoek niet in de uitvoering van een investering resulteert, is de aanvrager ertoe verplicht het bedrag dat voor het onderzoek van het project voorgeschoten is, terug te betalen.

HOOFDSTUK X. — *Slot- en overgangsbepalingen*

Art. 24. Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 7 mei 1998 betreffende de subsidies toegekend door het Waalse Gewest voor sommige investeringen van openbaar nut wordt opgeheven.

Art. 25. De subsidies voor de onderzoeken van de dossiers die worden ingediend in januari 2005 en januari 2006 worden op volgende wijze toegekend : 3 pct. in 2005 en 3 pct. in 2006.

Art. 26. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2005.

Art. 27. De minister van Binnenlandse Aangelegenheden is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 3 juni 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL